

Bénéficiaire	Montant subside	Begunstigde	Bedrag subsidie
Pole Emploi DG	4.908,24 EUR	Pole Emploi DG	4.908,24EUR
MANPOWER ITALIA SRL	4.908,24 EUR	MANPOWER ITALIA SRL	4.908,24EUR
ISIS GMBH	13.762,32 EUR	ISIS GMBH	13.762,32 EUR

Art. 2. Les dépenses sont imputables au budget 2019 de l'Agence fédérale pour l'Accueil des Demandeurs d'Asile à l'article budgétaire 590-02 "Remboursement EUR pour partenaires".

Art. 3. Une convention conclue entre l'Agence fédérale pour l'Accueil des Demandeurs d'Asile et les bénéficiaires règle les modalités et la manière dont l'utilisation, le suivi, les rapports et l'évaluation des subventions sont justifiés.

Art. 4. Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 août 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
et de l'Asile et la Migration,
M. DE BLOCK

Art. 2. De uitgaven zijn aanrekenbaar op de begroting 2019 van het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers op begrotingsartikel 590-02 "Terugbetaling EUR voor partners".

Art. 3. Een overeenkomst afgesloten tussen het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers en de begunstigden bepaalt de modaliteiten en de wijze waarop het gebruik, de monitoring, de rapportering en de evaluatie van de subsidies wordt verantwoord.

Art. 4. De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, en van Asiel en Migratie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 augustus 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
en van Asiel en Migratie,
M. DE BLOCK

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/204161]

11 SEPTEMBRE 2019. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 27 juin 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine

Le Ministre de la Nature et de la Ruralité,

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 14 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à l'entrée en vigueur et à l'exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 19, alinéa 1^{er}, 5^o ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 juin 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, les articles 3, § 1^{er}, et 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o ;

Vu l'urgence motivée par le fait que la crise sanitaire que constitue la peste porcine africaine est une crise grave et très rapidement évolutive qui requiert une prise de décision immédiate compte tenu de la situation de terrain ;

Que le pic d'épidémie de la peste porcine africaine craint au sein de la population des sangliers dans la zone infectée suite aux mises bas qui ont eu lieu à la fin du printemps et au début de l'été est maîtrisé mais n'est pas complètement écarté ;

Que ce pic d'épidémie a pu être contenu tant grâce aux opérations de destruction de grande envergure par piégeage et tir de nuit, de recherche et d'évacuation des carcasses et des résultats obtenus par la mise en œuvre des mesures de biosécurité que par l'effet létal de la transmission de la peste porcine africaine chez les jeunes sujets ;

Que la décision matérialisée dans le présent arrêté ministériel est le résultat d'une réflexion quotidienne et affinée basée sur les résultats et les données de terrain recueillies quant à l'évolution de la maladie ;

Que l'évolution de maladie, et donc les décisions qui découlent pour assurer son éradication, ne peut être complètement anticipée ;

Qu'il convient donc d'adopter un arrêté ministériel qui contient des dispositions qui correspondent aux données récoltées sur le terrain les plus à jour possible et, qu'en conséquence, un délai de trente jours pour solliciter l'avis de la section législation du Conseil d'Etat était de nature à rendre ces données dépassées ;

Qu'au regard de ces différents éléments l'urgence est rencontrée ;

Vu l'avis 66.549/2/V du Conseil d'Etat, donné le 11 septembre 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, et depuis la confirmation le 13 septembre 2018 d'un cas primaire de peste porcine africaine, la Région wallonne est obligée de prendre immédiatement plusieurs dispositions en vue de freiner et d'éviter la propagation de la maladie, dont la délimitation d'une zone infectée et des mesures appropriées à y appliquer ;

Considérant que, depuis lors, la maladie est toujours observée chez les sangliers, malgré les importants efforts déployés pour évacuer les carcasses de sangliers infectés et détruire les sangliers encore présents dans la zone infectée ;

Considérant que les naissances 2019 ont eu lieu à la fin du printemps et au début de l'été et qu'un risque de recrudescence de l'épidémie était à craindre, contre laquelle il était nécessaire de lutter sans délai ;

Que dans ces circonstances, et sur base de nombreuses données scientifiques à disposition, plusieurs actes de nature réglementaires ont été adoptés par la Région wallonne, en ce compris l'arrêté ministériel du 27 juin 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine ;

Considérant que l'ensemble des dispositions, annexe et préambule de cet arrêté restent pleinement d'actualité et d'application dans la mesure où la recrudescence de l'épidémie par sa transmission aux jeunes sujets suite aux mises bas ne peut, en l'état actuel des connaissances, être écartée ;

Que la Région wallonne est en l'attente de la validation des résultats d'analyses sérologiques en cours sur les sangliers ainsi que de la communication, par les experts européens en matière de peste porcine africaine, du rapport définitif de la mission du GF-TAD relatif à la situation et à l'évolution de la maladie sur son territoire ;

Que dans ces circonstances les mesures adoptées dans le cadre de l'arrêté ministériel doivent être prolongées afin que la Région wallonne puisse maintenir tous ses efforts et toutes les mesures adoptées jusqu'alors ;

Qu'une prolongation d'une durée de vingt jours est raisonnable et justifiée dans la mesure où tant les analyses sérologiques que le rapport définitif des experts européens seront communiqués endéans cette période ;

Que ces éléments détermineront les nouvelles mesures que la Région wallonne se devra d'adopter pour pérenniser sa lutte contre la propagation de la peste porcine africaine et l'éradiquer le plus rapidement possible ;

Qu'il en va de la protection de l'intérêt général ;

Considérant que le Service Public de Wallonie a procédé et continue à procéder à l'information du public tant à travers des fascicules ou feuillets d'information « La peste porcine africaine, agissons ensemble » que par des campagnes d'informations via tous les médias ;

Considérant que des instructions très précises de contrôle renforcé sur le terrain des mesures d'assouplissement de la circulation en forêt ont été données aux agents assermentés de l'Administration forestière ;

Considérant que les accès ponctuels, limités et encadrés ne devraient avoir qu'un impact marginal sur la quiétude du gibier et sur la dispersion éventuelle des sangliers malades,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 12 de l'arrêté ministériel du 27 juin 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, les mots « le 14 septembre 2019 » sont remplacés par les mots « le 04 octobre 2019 ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur le 11 septembre 2019.

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/204161]

11. SEPTEMBER 2019 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 27. Juni 2019, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen

Der Minister für Natur und ländliche Angelegenheiten,

Aufgrund des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 14;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über das Inkrafttreten und die Ausführung des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 19 Absatz 1 Ziffer 5;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 27. Juni 2019, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1 und Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3;

Aufgrund der Dringlichkeit, die dadurch gerechtfertigt ist, dass es sich bei der durch die Afrikanische Schweinepest verursachten Gesundheitskrise um eine schwere und sehr schnell voranschreitende Krise handelt, die aufgrund der Lage vor Ort eine sofortige Entscheidungsfindung erfordert;

In der Erwägung, dass der Höhepunkt der Afrikanischen Schweinepest, der bei der Wildschweinpopulation im Seuchengebiet nach den Geburten im späten Frühjahr und Frühsommer befürchtet wurde, zwar unter Kontrolle, jedoch nicht vollständig abgewendet ist;

In der Erwägung, dass dieser Höhepunkt sowohl durch die groß angelegten Zerstörungsmaßnahmen durch Fallen und Nachtschüsse, die Suche nach und die Beseitigung von Tierkörpern als auch durch die Ergebnisse der Durchführung von Biosicherheitsmaßnahmen und die tödliche Wirkung der Übertragung der Afrikanischen Schweinepest bei Jungtieren begrenzt werden konnte;

In der Erwägung, dass die im Rahmen des vorliegenden Ministeriellen Erlasses umgesetzte Entscheidung das Ergebnis von tagtäglichem und eingehenden Überlegungen ist, die auf den Ergebnissen und vor Ort gesammelten Daten über die Entwicklung der Seuche beruhen;

In der Erwägung, dass die Entwicklung der Krankheit und damit die Entscheidungen, die zur Sicherstellung ihrer Beseitigung getroffen werden, nicht vollständig vorhersehbar ist;

In der Erwägung, dass es daher angebracht ist, einen Ministeriellen Erlass zu verabschieden, der Bestimmungen enthält, die den aktuellsten vor Ort gesammelten Daten entsprechen, und dass daher eine Frist von dreißig Tagen, um die Stellungnahme der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates einzuholen, möglicherweise dazu geführt hätte, dass diese Daten nicht mehr aktuell sein würden;

In der Erwägung, dass angesichts dieser verschiedenen Aspekte die Dringlichkeit gegeben ist;

Aufgrund des am 11. September 2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 66.549/2/V des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Bestätigung eines Primärfalles der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen in einem Teil des wallonischen Gebiets am 13. September 2018 die Regierung gemäß der Richtlinie 2002/60 des Rates vom 27. Juni 2002 zur Festlegung von besonderen Vorschriften für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest sowie zur Änderung der Richtlinie 92/119/EWG hinsichtlich der Teschener Krankheit und der Afrikanischen Schweinepest verpflichtet, mehrere Sofortmaßnahmen gegen die Ausbreitung der Seuche zu ergreifen, einschließlich der Ausweisung eines Seuchengebiets und der Festlegung geeigneter Maßnahmen, die dort anzuwenden sind und die eine Aussetzung der Jagd und ein Verbot der Fütterung von Wildschweinen umfassen können;

In der Erwägung, dass die Seuche seitdem bei Wildschweinen weiterhin beobachtet wird, obwohl erhebliche Anstrengungen unternommen wurden, um infizierte Wildschweinkadaver zu beseitigen und die noch in dem Seuchengebiet vorhandenen Wildschweine zu vernichten;

In der Erwägung, dass die Geburten des Jahres 2019 zum Ende des Frühling und zu Beginn des Sommers stattgefunden haben und dass daher ein erneutes Aufkeimen der Krankheit zu befürchten war, das unverzüglich bekämpft werden musste;

In der Erwägung, dass unter diesen Umständen und auf der Grundlage der umfangreichen verfügbaren wissenschaftlichen Daten mehrere Rechtsakte von der Wallonischen Region verabschiedet wurden, einschließlich des Ministeriellen Erlasses vom 27. Juni 2019, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen;

In der Erwägung, dass alle Bestimmungen, der Anhang und die Präambel des vorliegenden Erlasses weiterhin uneingeschränkt relevant und anwendbar sind, soweit das Wiederauftreten der Seuche durch ihre Übertragung auf Jungtiere bei der Geburt nach dem derzeitigen Kenntnisstand nicht ausgeschlossen werden kann;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region auf die Validierung der Ergebnisse der derzeit durchgeführten serologischen Untersuchungen von Wildschweinen und die Mitteilung des Abschlussberichts der GF-TAD-Mission über die Lage und Entwicklung der Seuche auf ihrem Gebiet durch europäische Sachverständige für die afrikanische Schweinepest wartet;

In der Erwägung, dass unter diesen Umständen die im Rahmen des Ministeriellen Erlasses beschlossenen Maßnahmen fortgesetzt werden müssen, damit die Wallonische Region alle ihre Bemühungen und alle bisher ergriffenen Maßnahmen fortsetzen kann;

In der Erwägung, dass eine Verlängerung um 20 Tage angemessen und gerechtfertigt ist, da sowohl die serologischen Untersuchungen als auch der Abschlussbericht der europäischen Sachverständigen innerhalb dieser Frist übermittelt werden;

In der Erwägung, dass diese Elemente die neuen Maßnahmen bestimmen werden, die die Wallonische Region ergreifen muss, um ihren Kampf gegen die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest fortzusetzen und sie so bald wie möglich auszurotten;

In der Erwägung, dass es hier um den Schutz des allgemeinen Interesses geht;

In der Erwägung, dass der Öffentliche Dienst der Wallonie die Öffentlichkeit sowohl durch Broschüren oder Informationsblätter "Afrikanische Schweinepest, wir handeln gemeinsam" als auch durch eine Informationskampagne in allen Medien informiert hat und weiterhin informiert;

In der Erwägung, dass den vereidigten Beamten der Forstverwaltung sehr genaue Anweisungen für eine verstärkte Kontrolle vor Ort der Maßnahmen zur Lockerung der Vorschriften für den Verkehr im Wald erteilt wurden;

In der Erwägung, dass sporadische, begrenzte und überwachte Zugänge voraussichtlich nur marginale Auswirkungen auf die Ruhe des Wildes und auf die mögliche Verbreitung der kranken Wildschweine haben werden,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 12 des Ministeriellen Erlasses vom 27. Juni 2019, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, wird die Wortfolge "am 14. September 2019" durch die Wortfolge "am 4. Oktober 2019" ersetzt.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Namur, den 11. September 2019

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/204161]

11 SEPTEMBER 2019. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 27 juni 2019 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken

De Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden,

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 betreffende de inwerkingtreding en de uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, artikel 19, lid 1, 5°;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 juni 2019 tot invoering van een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, en 84, § 1, lid 1, 3°;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is door het feit dat de sanitaire crisis die de Afrikaanse varkenspest is, een ernstige, zeer snel evoluerende crisis is, die vereist dat beslissingen onmiddellijk dienen te worden genomen;

Overwegende dat de piek in de epidemie van Afrikaanse varkenspest in de wildezwijnenpopulatie van het besmette gebied toeneemt ten gevolge van de geboortes op het einde van het voorjaar en in het begin van de zomer, en nog niet helemaal geweken is;

Overwegende dat de piek in de epidemie ingedamd kon worden zowel dankzij de grootschalige vernietigingsverrichten door de inzet van vallen en het houden van nachtschoten, het zoeken naar en weghalen van de karkassen en de resultaten van de uitgevoerde bioveiligheidsmaatregelen als door het letale effect van het overdragen van Afrikaanse varkenspest op jonge dieren;

Overwegende dat de beslissing vervat in huidig ministerieel besluit het resultaat is van een op resultaten gebaseerd, dagelijks verder uitgewerkt beleid en van op het terrein ingezamelde gegevens over de evolutie van de ziekte;

Overwegende dat de evolutie van de ziekte en dus de daaruit voortvloeiende beslissingen met het oog op de uitroeiing ervan zodanig is dat een volledige anticipatie onmogelijk is;

Overwegende dat er dus een ministerieel besluit dient te worden aangenomen, met bepalingen die aangepast zijn aan meest up-to-date gegevens te velde en dat zij bij een termijn van dertig dagen voor het verzoek om adviesverlening door de afdeling wetgeving van de Raad van State reeds voorbijgestreefd zouden zijn;

Overwegende dat tegemoet is gekomen aan de dringende noodzakelijkheid met betrekking tot deze verschillende elementen;

Gelet op het advies 66.549/2/V van de Raad van State gegeven op 11 september 2019, in toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat, overeenkomstig Richtlijn 2002/60 van de Raad van 27 juni 2002 houdende specifieke bepalingen voor de bestrijding van Afrikaanse varkenspest en houdende wijziging van Richtlijn 92/119/EEG met betrekking tot gecontamineerde varkensverlamming (Teschenerziekte) en Afrikaanse varkenspest, de bevestiging, op 13 september 2018, van een primair geval van Afrikaanse varkenspest onder wilde zwijnen op een deel van het grondgebied van het Waalse Gewest de Regering ertoe noopt, onmiddellijk meerdere maatregelen te nemen om de verspreiding van de ziekte af te remmen, waaronder de afbakening van een besmet gebied en aangepaste, daar toe te passen, maatregelen;

Overwegende dat de ziekte sindsdien nog altijd waargenomen wordt bij de wilde zwijnen, ondanks de aanzienlijke inspanningen die zijn gedaan om de karkassen van besmette wilde zwijnen te verwijderen en de in het besmette gebied nog steeds aanwezige wilde zwijnen te vernietigen;

Overwegende dat de geboortes voor 2019 einde voorjaar en begin van het zomerseizoen plaatsvonden en dat een toename van de epidemie te vrezen viel, die noodzakelijkerwijs onverwijd bestreden diende te worden;

Overwegende dat er in deze omstandigheden en op grond van talrijke beschikbare wetenschappelijke gegevens meerdere akten van reglementaire aard door het Waalse Gewest zijn aangenomen, met inbegrip van het ministerieel besluit van 27 juni 2019 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken;

Overwegende dat de bepalingen, de bijlage en de aanhef van genoemd besluit verder actueel en van toepassing blijven daar de toename van de epidemie door overdracht op jonge dieren na de geboortes in de huidige stand van zaken niet uitgesloten kan worden;

Overwegende dat het Waalse Gewest de validering afwacht van de resultaten van aan de gang zijnde serologische analyses op wilde zwijnen, evenals de communicatie door de Europese deskundigen inzake Afrikaanse varkenspest, van het definitief verslag van de task force GF_TAD betreffende de situatie en de evolutie van de ziekte op zijn grondgebied;

Overwegende dat de maatregelen, aangenomen in het kader van het ministerieel besluit, in deze omstandigheden verlengd dienen te worden om het Waalse Gewest in staat te stellen alle inspanningen en alle tot nu toe genomen maatregelen verder te ontplooien;

Overwegende dat een verlenging met twintig dagen redelijk en verantwoord is voor zover de serologische onderzoeken evenals het definitief Europees deskundigenverslag in die periode medegedeeld zullen worden;

Overwegende dat die gegevens de nieuwe maatregelen zullen bepalen, aan te nemen door het Waalse Gewest in de besteding van de strijd tegen de bestrijding van Afrikaanse varkenspest en de zo spoedig mogelijke uitroeiing ervan;

Overwegende dat dit een zaak is van bescherming van het algemeen nut;

Overwegende dat de Waalse Overheidsdienst een publieke voorlichtingscampagne heeft gevoerd en verder blijft voeren door informatiebrochures en -folders te verspreiden "La peste porcine africaine, agissons ensemble" en door een informatiecampaignede langs de mediakanalen te voeren;

Overwegende dat de beëdigde ambtenaren van het Bosbestuur zeer nauwgezette onderrichtingen inzake overgevoerd terreintoezicht hebben gekregen wat betreft de versoepelde bosverkeersmaatregelen;

Overwegende dat die gekaderde, gerichte en beperkte toegangen niet meer dan een marginale impact zouden moeten hebben op de rust van het wild en de eventuele verspreiding van de zieke wilde zwijnen,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 12 van het ministerieel besluit van 27 juni 2019 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken worden de woorden « 14 september 2019 » vervangen door de woorden « 04 oktober 2019 ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 11 september 2019.

R. COLLIN

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[2019/91309]

Agence fédérale de la Dette

Crédits hypothécaires. — Variabilité des taux d'intérêt. — Indices de référence. — Arrêté royal du 14 septembre 2016 relatif aux coûts, aux taux, à la durée et aux modalités de remboursement des contrats de crédits soumis à l'application du livre VII du Code de droit économique et à la fixation des indices de référence pour les taux d'intérêts variables en matière de crédits hypothécaires et de crédits à la consommation y assimilés. — Avis

La liste des indices de référence du mois de septembre 2019 est composée comme suit :

Indice A (certificats de trésorerie 12 mois) :	- 0,740
Indice B (obligations linéaires 2 ans) :	- 0,794
Indice C (obligations linéaires 3 ans) :	- 0,797
Indice D (obligations linéaires 4 ans) :	- 0,739
Indice E (obligations linéaires 5 ans) :	- 0,667
Indice F (obligations linéaires 6 ans) :	- 0,605
Indice G (obligations linéaires 7 ans) :	- 0,539
Indice H (obligations linéaires 8 ans) :	- 0,460
Indice I (obligations linéaires 9 ans) :	- 0,377
Indice J (obligations linéaires 10 ans) :	- 0,296

Les indices périodiques correspondants sont communiqués ci-après :

Indice	Périodicité		
	Mensuelle	Trimestrielle	Semestrielle
A	- 0,0619	- 0,1855	- 0,3707
B	- 0,0664	- 0,1991	- 0,3978
C	- 0,0667	- 0,1998	- 0,3993
D	- 0,0618	- 0,1853	- 0,3702
E	- 0,0558	- 0,1672	- 0,3341
F	- 0,0506	- 0,1516	- 0,3030
G	- 0,0450	- 0,1350	- 0,2699
H	- 0,0384	- 0,1152	- 0,2303
I	- 0,0315	- 0,0944	- 0,1887
J	- 0,0247	- 0,0741	- 0,1481

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[2019/91309]

Federaal Agentschap van de Schuld

Hypothecaire kredieten. — Veranderlijkheid der rentevoeten. Referte-indexen. — Koninklijk besluit van 14 september 2016 betreffende de kosten, de percentages, de duur en de terugbetalingsmodaliteiten van kredietovereenkomsten onderworpen aan boek VII van het Wetboek van economisch recht en de vaststelling van referte-indexen voor de veranderlijke rentevoeten inzake hypothecaire kredieten en de hiermee gelijkgestelde consumentenkredieten. — Bericht

De lijst der referte-indexen van de maand september 2019 is samengesteld als volgt :

Index A (schatkistcertificaten 12 maanden) :	- 0,740
Index B (lineaire obligaties 2 jaren) :	- 0,794
Index C (lineaire obligaties 3 jaren) :	- 0,797
Index D (lineaire obligaties 4 jaren) :	- 0,739
Index E (lineaire obligaties 5 jaren) :	- 0,667
Index F (lineaire obligaties 6 jaren) :	- 0,605
Index G (lineaire obligaties 7 jaren) :	- 0,539
Index H (lineaire obligaties 8 jaren) :	- 0,460
Index I (lineaire obligaties 9 jaren) :	- 0,377
Index J (lineaire obligaties 10 jaren) :	- 0,296

De overeenstemmende periodieke indexen worden hierna medegedeeld :

Index	Periodiciteit		
	Maandelijks	Trimestriël	Semestriël
A	- 0,0619	- 0,1855	- 0,3707
B	- 0,0664	- 0,1991	- 0,3978
C	- 0,0667	- 0,1998	- 0,3993
D	- 0,0618	- 0,1853	- 0,3702
E	- 0,0558	- 0,1672	- 0,3341
F	- 0,0506	- 0,1516	- 0,3030
G	- 0,0450	- 0,1350	- 0,2699
H	- 0,0384	- 0,1152	- 0,2303
I	- 0,0315	- 0,0944	- 0,1887
J	- 0,0247	- 0,0741	- 0,1481